



ESI Angers

ESI Rennes

ESI Tours

ESI Nantes Marsauderies

ESI Nantes Lotz - Cossé

Mail : disi-ouest@cgt.fr site : <http://www.financespubliques.cgt.fr/351/>

Déclaration liminaire à la CAP de mutation locale du 11 juillet 2013.

Les élus en CAP de la CGT finances Publique n'ont de cesse de dénoncer la politique d'austérité menée par le gouvernement.

Aujourd'hui tout autant qu'hier, les services publics subissent les coupes budgétaires, les coups pleuvent contre les salariés – les chômeurs et les retraités ne sont pas épargnés.

La commission européenne a adressé le 29 mai dernier ses recommandations à la France pour le programme de réforme 2013. Ces recommandations suivent une série de considérations où la vision ultra libérale le dispute à l'entêtement à ne pas voir les conséquences dramatiques des politiques d'austérité. Les commissaires européens saluent la transposition dans la loi, de l'ANI (accord national interprofessionnel) qui va « flexibiliser » travail et salaire – en clair, faciliter les licenciements, la mobilité forcée, les baisses de salaire. La CGT rappelle qu'elle a refusé de signer cet accord.

Pour ce qui concerne notre administration, sous couvert de « démarche stratégique », c'est également un « assouplissement » des règles de gestion qui est prévu. Parlons Français, et évoquons plutôt les mutations au profil voire la mobilité forcée. La suppression à la dernière minute des CAPL de tableau d'avancement ne laisse rien augurer de bon quand au rôle laissé aux représentants des personnels à l'avenir.

Comment croire M. Bézard qui nous affirme les yeux dans les yeux, tel un nouveau Jérôme Cahuzac, dans son show médiatique à l'attention des agents, que « les missions seront préservées et développées ? »

Avec quels moyens ? Il ne faut pas chercher bien loin pour trouver le vrai visage de notre administration : il suffit de lire la circulaire, signée de la main du même M. Bézard, enjoignant aux comptables de tout faire pour décourager les collectivités qui souhaiteraient réinternaliser la gestion de leurs services publics. Ceux-ci doivent donc indiquer aux élus qu'une telle réinternalisation de services publics se ferait aux dépens des autres missions réalisées pour les collectivités, au mépris de la démocratie locale et de l'intérêt des citoyens.

Concernant le mouvement de mutation nationale, les élus de la CGT Finances Publiques considèrent qu'il a été catastrophique au vu des suppressions d'emplois et du manque de recrutements : en 2013, 2123 emplois ont été supprimés. Et ce n'est pas tout !

La politique de recrutement externe ne couvre même pas les emplois restants, si bien que le chiffre réel des emplois supprimés est encore supérieur !

Quant à l'organisation du mouvement national, que dire du fait que certains agents de catégorie B n'ont connu qu'hier la RAN où ils seront nommés ! La Direction générale a-t-elle la moindre considération pour les collègues qui devront organiser leur déménagement pour le premier septembre ? La CAPL d'inspecteurs se tient donc alors que le mouvement des contrôleurs n'est pas connu, ce que nous regrettons tant les deux mouvements sont liés dans le contexte de manque d'emplois qui frappe la Disi Ouest !

Tout en participant à la CAPL de ce jour, la CGT, avec les autres OS, prépare dès maintenant la riposte des agents.

Pour les salaires, les emplois, le droit à la retraite préservée, elle appellera les collègues à la grève le 10 septembre prochain.